

2 février 2000

00.109
ad 00.002

Postulat de députés du Val-de-Ruz

Accès aux infrastructures publiques des communes

Avec la prise en compte de la nouvelle loi sur la péréquation financière intercommunale, il s'avère logique que les habitants des communes finançant la péréquation puissent avoir accès aux infrastructures des communes bénéficiant de cette péréquation aux mêmes conditions que les habitants de ces dernières.

Dans ce même esprit, on pourrait imaginer que les accès aux infrastructures publiques de toutes communes ne puissent faire l'objet de conditions discriminatoires eu égard au domicile du bénéficiaire de la prestation.

Nous invitons le Conseil d'Etat à examiner cette problématique en prenant également en considération le cas particulier des syndicats intercommunaux.

Signataires: R. Debély et D. Challandes.